



20 avril 2021

Rapport sur les marchés publics de l'OFROU en 2020

N° du document : ASTRA-D-9A623401/1211

Impressum

Date d'élaboration / de révision :	31.03.2021
Auteur :	Div. Gestion et finances
Nombre de pages :	40



Table des matières

Remarque liminaire	3
1 Introduction	3
2 But et contenu	3
3 Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU	4
3.1 À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?	4
3.2 Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?	4
3.3 Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ? ...	4
3.4 Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?	5
4 Questions fréquentes (FAQ)	6
5 Statistiques 2020 des marchés publics de l'OFROU	11
5.1 Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2020 par type de procédure et catégorie d'achat	11
5.2 Volumes des contrats par catégorie d'achat	13
5.3 Nombre de partenaires (créditeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2020	15
5.4 Adjudications les plus importantes en 2020	16
5.5 Adjudications 2020 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel) ..	17
5.6 Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2020	18

Remarque liminaire

Le présent rapport sur les marchés publics de l'OFROU se réfère au droit des marchés publics en vigueur en 2020.

1 Introduction

L'Office fédéral des routes (OFROU) est l'autorité suisse compétente pour la mobilité individuelle et les infrastructures routières d'importance nationale. Il assume d'une part des tâches stratégiques et législatives, d'autre part la responsabilité opérationnelle directe du développement, de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales (RN). Il couvre ainsi les facteurs d'influence les plus importants de la mobilité individuelle, à savoir les personnes et les véhicules, en participant au façonnement du cadre légal et des dispositions d'exécution relatifs à la circulation routière (qui et qu'est-ce qui a le droit de circuler, dans quelles conditions et dans quel état). La composante de l'infrastructure vient s'y ajouter ; elle vise principalement à garantir la capacité du réseau des routes nationales et de celui des routes principales.

L'OFROU est ainsi responsable des trois groupes de produits suivants :

- Réseaux routiers : ce groupe comprend les tâches stratégiques dans le domaine des routes nationales, entre autres la planification à long terme et la gestion du trafic. Il englobe également la recherche en matière de routes et la prise en considération des dernières découvertes scientifiques lors de l'élaboration des standards. Pour finir, la mobilité douce appartient aussi à ce groupe.
- Infrastructure routière : les principales tâches de ce groupe sont l'entretien, la construction et l'aménagement des routes nationales ainsi que l'exploitation du réseau. Vu l'ampleur des tâches et le travail à fournir sur le terrain, ces tâches sont assurées par deux divisions et cinq filiales au total.
- Circulation routière : ce groupe comprend tous les aspects de la circulation sur les routes ainsi que les exigences techniques posées aux véhicules.

L'OFROU a conscience de la responsabilité découlant de son vaste éventail de tâches. Les moyens fournis par les usagers de la route doivent être utilisés de manière efficiente et efficace. Les marchés publics jouent un rôle central à cet égard. En 2020, quelque 3660 acquisitions pour un montant supérieur à 1,96 milliard de francs ont été effectuées. L'office déploie par conséquent de gros efforts afin de garantir une utilisation rationnelle des fonds en passant des marchés publics transparents, équitables et conformes aux règles.

2 But et contenu

Le présent document rend compte des marchés publics conclus par l'OFROU en 2020. Il sert à représenter ceux-ci avec transparence tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'extérieur. Le document est divisé en trois parties : la première partie explique le contexte (chap. 1 à 3), la deuxième répond aux questions les plus fréquemment posées (chap. 4), tandis que la troisième est consacrée principalement à des statistiques (chap. 5).

Il faut noter que le présent rapport se limite aux marchés publics conclus dans le cadre des activités que l'OFROU exécute lui-même. Dans le domaine des routes nationales, certaines tâches importantes sont assumées par des tiers, qui achètent parfois également des prestations à l'extérieur. Dans de tels cas, c'est en règle générale le droit cantonal des marchés publics qui s'applique. L'exploitation des routes nationales, dont la charge représentait environ 402 millions de francs en 2020, est l'une de ces activités déléguées à des tiers : elle a été confiée aux onze unités territoriales cantonales au moyen d'accords sur les prestations. Il faut également mentionner l'achèvement du réseau, pour lequel les cantons assument le rôle de maître d'ouvrage, tandis que la Confédération prend en charge la majorité des coûts. En 2020, la charge correspondante (part de la Confédération) se montait à environ 146 millions de francs, essentiellement pour des projets dans le canton du Valais. Les acquisitions concernées ne figurent pas dans les statistiques du chap. 5.

3 Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU

3.1 À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?

En sa qualité de service d'achat central de la Confédération au sens de l'art. 3, let. a, de l'ordonnance sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP), l'OFROU achète des prestations de service et de construction ainsi que des biens dans le but d'une part d'assurer la capacité du réseau des routes nationales et d'autre part de réaliser les autres tâches de l'office visant à garantir une mobilité sûre et durable sur la route (art. 9 Org-OMP en relation avec l'annexe 1 Org-OMP). Il s'agit notamment des éléments suivants :

- prestations de planification et de conception en génie civil (élaboration des plans pour les projets d'entretien et de construction)
- prestations de service pour le soutien dans le cadre de l'organisation, de l'administration et de la réalisation de projets de construction (appui au maître d'ouvrage)
- travaux de construction (par ex. pose de revêtements routiers, installation et entretien de parois antibruit, réfection de tunnels et de ponts)
- installation, entretien et exploitation d'installations de détection d'incendie, d'installations de signaux lumineux, des équipements d'exploitation et de sécurité (EES), de la signalisation, de panneaux indiquant la vitesse, de la signalisation des issues de secours, etc.
- prestations informatiques en lien avec la circulation routière en général (par ex. accidents de la circulation, registre des véhicules, registre des cartes de tachygraphes)
- prestations dans le cadre de la circulation routière en général (par ex. recherche, gestion de la qualité, expertises)

3.2 Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?

Lorsqu'il effectue des acquisitions, l'OFROU est tenu de respecter des lois internationales (Accord sur les marchés publics, AMP) et nationales. La loi fédérale sur les marchés publics (LMP) transpose dans le droit suisse les dispositions de l'AMP et vise la transparence des procédures, le renforcement de la concurrence, l'utilisation rationnelle des fonds publics et l'égalité de traitement entre les soumissionnaires. L'ordonnance sur les marchés publics (OMP) est avant tout une ordonnance d'exécution de la LMP.

De plus, l'OFROU dispose d'un manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales ([Manuel sur les marchés publics - Routes nationales - OFROU](#)) qui synthétise la pratique de l'OFROU et garantit une réalisation uniforme des acquisitions. Le droit des marchés publics étant en constante mutation du fait des modifications des dispositions afférentes et de la jurisprudence, l'OFROU s'efforce de maintenir à jour ce manuel. Ce dernier est actualisé régulièrement.

3.3 Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?

Les marchés publics de l'OFROU reposent sur les principes ci-après régissant les marchés publics : transparence, renforcement de la concurrence, utilisation rationnelle des fonds publics et principe d'égalité de traitement.

Transparence

Pour l'OFROU, il est très important que le déroulement de la procédure soit compréhensible tant pour les soumissionnaires que pour les instances de contrôle. La publication de l'appel d'offres, la communication des critères d'adjudication, les prescriptions en matière de spécifications techniques ainsi que la publication et la justification de la décision d'adjudication en particulier contribuent de manière essentielle à la transparence de la pratique de l'OFROU. En exposant même ses processus internes en matière de marchés publics par la publication du présent rapport et du manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales, l'OFROU va au-delà des exigences minimales en matière de transparence.

Renforcement de la concurrence

Les appels d'offres ouverts et les procédures sur invitation renforcent la concurrence entre les soumissionnaires. L'OFROU alloue environ 80 % du montant total de ses dépenses dans le cadre de ces procédures. La majorité de ses dépenses est ainsi effectuée en situation de concurrence.

Utilisation rationnelle des fonds publics

L'OFROU doit respecter aussi bien la loi sur les finances de la Confédération (LFC), qui exige que l'administration contrôle ses dépenses et fasse un emploi efficace et économe de ses fonds, que le droit fédéral des marchés publics. Ces prescriptions exigent que le marché soit adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse économiquement. Cette dernière ne sera pas évaluée uniquement en fonction du prix, mais aussi sur la base de différents critères tenant compte des besoins, afin que l'autorité adjudicatrice obtienne des prestations de qualité à un prix avantageux. C'est la raison pour laquelle le marché est adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse sur le plan économique et pas obligatoirement à la moins onéreuse.

Principe de l'égalité de traitement

L'OFROU garantit l'égalité de traitement des soumissionnaires suisses et étrangers pendant toutes les phases de la procédure. Afin que ce principe soit respecté, les soumissionnaires à l'origine de prestations essentielles ou de savoir-faire avant une procédure d'adjudication et disposant donc d'un avantage concurrentiel impossible à éliminer sont exclus de la procédure en question.

3.4 Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?

L'OFROU a élaboré le manuel sur les marchés publics évoqué au point 3.2 afin de garantir la transparence de toutes les étapes de la procédure.

En outre, tous les modèles pour les acquisitions et les contrats sont publiés sur Internet et accessibles au public :

[Modèles pour les acquisitions et les contrats \(admin.ch\)](#)

Des modèles uniformes ont été conçus pour les projets liés à la construction des routes nationales selon le droit régissant les routes nationales (relevé de l'état, construction, aménagement et entretien). Leur utilisation par les acquéreurs est obligatoire pour que soit garantie une pratique homogène. Les modèles pour les contrats, dossiers d'offre, conditions relatives à la procédure d'adjudication et garanties se trouvent dans le générateur de documents :

[Générateur de documents de l'OFROU \(admin.ch\)](#)

4 Questions fréquentes (FAQ)

Comment adjuge-t-on un marché ? Quelles sont les procédures d'adjudication existantes ?

Les prescriptions légales prévoient les quatre procédures d'acquisition suivantes :

- La procédure ouverte : le marché est publié sur www.simap.ch. Tout soumissionnaire peut soumettre une offre. Cette procédure est aussi appelée « procédure OMC », car elle est soumise aux règles internationales de l'OMC.
- La procédure sélective : la procédure se déroule en principe comme la procédure ouverte, mais en deux temps : tous les soumissionnaires intéressés présentent dans un premier temps une demande de participation. L'OFROU contrôle ensuite l'aptitude des soumissionnaires sur la base des justificatifs fournis et choisit les soumissionnaires autorisés à soumettre une offre pendant la seconde phase. L'OFROU n'adopte que très rarement des procédures sélectives.
- La procédure sur invitation : l'OFROU invite au moins trois soumissionnaires à déposer une offre. Les soumissionnaires non invités ne peuvent pas participer.
- La procédure de gré à gré : le soumissionnaire est sélectionné sans appel d'offres et le marché est adjugé directement.

La loi régleme à l'aide de valeurs seuils quelle procédure doit être appliquée à quel moment. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des différentes procédures et leur valeur seuil selon la LMP et l'OMP. Les valeurs seuils s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

X = valeur du marchés

Valeurs seuils	Achat / livraisons	Prestations	Prestations de construction
Procédure de gré à gré	X < 50 000.- Art. 36, al. 2, let. c, OMP	X < 150 000.- Art. 36, al. 2, let. c, OMP	X < 150 000.- Art. 36, al. 2, let. c, OMP
Procédure sur invitation	50 000.- ≤ x < 230 000.- Art. 35, al. 3, let. b, OMP	150 000.- ≤ x < 230 000.- Art. 35, al. 3, let. b, OMP	150 000.- ≤ x < 2 millions Art. 35, al. 3, let. g, OMP
Procédure ouverte/sélective (sans protection juridique ; art. 39 OMP)			2 millions ≤ x < 8,7 millions Art. 34, al. 2, OMP
Procédure ouverte/sélective	X ≥ 230 000.- Art. 6, al. 1, let. b, LMP	X ≥ 230 000.- Art. 6, al. 1, let. a, LMP	X ≥ 8,7 millions Art. 6, al. 1, let. c, LMP

La procédure de gré à gré peut exceptionnellement aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive aux art. 13 et 36 OMP¹. La liste des adjudications de gré à gré faites par l'OFROU en 2020 sur la base de ces dispositions exceptionnelles figure au chapitre 5.6. L'OFROU veille à ne pas morceler les marchés d'une manière qui pourrait empêcher une procédure ouverte et remplacer celle-ci par plusieurs adjudications de gré à gré.

¹ Texte de l'ordonnance en vigueur jusqu'au 31.12.2020. Dans le rapport sur les marchés publics 2021, il sera fait référence aux nouvelles loi et ordonnance sur les marchés publics en vigueur depuis le 1.1.2021.

Pourquoi les marchés ne sont-ils pas tous adjugés de manière concurrentielle ?

En général, le principe ci-après vaut pour des raisons économiques : plus la valeur du marché est grande, plus la procédure est lourde et la protection juridique étendue. Dans le cadre des procédures d'acquisition, l'entité adjudicatrice n'est pas la seule à devoir assumer des dépenses : il en va de même pour les soumissionnaires. L'expérience montre que l'élaboration d'une offre représente environ 0,2 à 0,4 % de la valeur du marché, selon la complexité de l'objet du marché.

Les procédures de concours sont par nature plus contraignantes que les procédures d'adjudication de gré à gré : plusieurs soumissionnaires déposent des offres, qui sont ensuite analysées et comparées par l'entité adjudicatrice. Au final, seule une offre peut être retenue, et l'élaboration des offres n'est pas remboursée.

L'économie potentielle qui peut être réalisée dans le cadre d'un appel d'offres doit justifier les coûts au niveau de l'office et du soumissionnaire. Étant donné que cette économie n'est généralement pas réalisable dans le cas d'acquisitions de moindre envergure, la loi n'exige pas plusieurs offres, mais admet une adjudication de gré à gré.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre de procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions de grande envergure ont également été effectuées selon la procédure de gré à gré. Le chap. 5.6 fournit des informations à ce sujet.

Quelles mesures l'OFROU prend-il pour lutter contre la corruption ?

Les marchés publics font partie des domaines particulièrement exposés à la corruption. En sa qualité de grande entité adjudicatrice des pouvoirs publics, l'OFROU a donc à cœur de sensibiliser ses collaborateurs à cette question, qu'ils procèdent eux-mêmes à des acquisitions ou non. Outre le code de conduite de lutte contre la corruption, l'OFROU a élaboré un guide ([Guide de lutte contre la corruption au sein de l'OFROU](#)) qui régleme par exemple en détail et de manière contraignante la gestion des cadeaux ou des invitations. Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à ce thème et signent une déclaration d'impartialité. Les personnes qui participent régulièrement aux acquisitions suivent en plus des cours spéciaux.

Les collaborateurs ont également la possibilité de confier librement leurs craintes et leurs soupçons à un médiateur indépendant, à tout moment et de manière anonyme. Ils ne sont ainsi pas contraints de les garder pour eux par peur de sanctions internes.

Comment l'OFROU gère-t-il le marché suisse des ingénieurs et des planificateurs, qui est particulièrement petit ?

L'OFROU a introduit une série de mesures préventives afin d'éviter de possibles conflits d'intérêts. Il faut par exemple constituer une nouvelle équipe d'évaluation pour chaque projet afin de garantir l'objectivité de ses membres par un changement permanent des collègues de travail. L'évaluation des offres reçues à la suite de la publication de l'appel d'offres respecte strictement les critères prescrits et publiés dans les documents d'appel d'offres. Aucun écart n'est permis. Cette mesure garantit le respect de l'égalité de traitement des soumissionnaires et la transparence de l'offre. D'autres mesures figurent dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU.

Comment l'OFROU gère-t-il le fait que certains collaborateurs étaient auparavant responsables de l'adjudication de marchés dans le cadre de fonctions comparables au sein d'offices cantonaux des ponts et chaussées ou d'entreprises de l'économie privée ?

Les collaborateurs de l'OFROU qui s'occupent des adjudications sont formés en interne et sensibilisés notamment aux questions de partialité et de récusation. Tous les collaborateurs doivent communiquer à l'OFROU les conflits d'intérêt résultant de leurs activités précédentes, en signant une déclaration d'impartialité lorsqu'ils prennent leurs fonctions, puis tous les cinq ans. De plus, une réglementation initiale de récusation est régulièrement imposée afin d'éviter ne serait-ce que l'impression d'une

quelconque partialité. Les relations économiques entre les collaborateurs de l'OFROU et des entreprises du secteur du bâtiment sont interdites (par ex. dans le cadre d'activités extraprofessionnelles). Les marchés publics de l'OFROU sont régulièrement audités par le Contrôle fédéral des finances (CDF), la Révision interne (IR) et le service juridique afin de contrôler en particulier que ces normes en matière d'acquisition soient correctement mises en œuvre.

Qui évalue les différentes offres au sein de l'OFROU ?

Nous renvoyons au manuel sur les marchés publics (p. 64 ss.) pour ce qui est du processus d'évaluation des différentes offres. Il prévoit que les offres sont évaluées par l'équipe d'évaluation sur la base des critères communiqués au préalable. L'équipe d'évaluation est composée d'au moins trois collaborateurs, à savoir du chef de projet et de deux collaborateurs de l'OFROU en alternance, en veillant à ce que les supérieurs hiérarchiques ne participent pas systématiquement. Un externe peut également faire partie de cette équipe. Les trois personnes procèdent séparément et minutieusement à l'évaluation des offres, et documentent celle-ci avec précision. Ils reconsidèrent ensuite leur évaluation en plénum. La décision d'adjudication incombe en fin de compte à la hiérarchie.

L'OFROU utilise-t-il une grille concrète pour évaluer le rapport technique / l'analyse des tâches d'une offre ? Dans l'affirmative, à quoi ressemble cette grille et qui la définit à quel moment ?

La grille ou les critères utilisés pour l'évaluation sont définis dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU et accessibles au public. Les critères de qualification et d'adjudication valables pour le marché public sont publiés lors de la mise au concours. Les pages 28 à 30 et 33 à 43 du manuel sur les marchés publics contiennent des informations utiles en la matière.

Selon la doctrine dominante et la jurisprudence, l'autorité adjudicatrice dispose d'un pouvoir d'appréciation important notamment pour l'évaluation des « critères subjectifs » en question. Elle procède toujours dans une juste appréciation de ses obligations. Depuis la RPT, aucun recours pour « transgression du pouvoir d'appréciation » n'a été admis par un tribunal.

À quoi servent les critères d'adjudication « analyse des tâches » et « concepts GQ » ?

L'analyse des tâches et les concepts de gestion de la qualité (concepts GQ) permettent à l'adjudicataire potentiel de présenter des idées novatrices. Les idées de ce type peuvent avoir une influence décisive sur l'adjudication. Les critères en question permettent à l'OFROU de garantir que la qualité des offres et donc la capacité des soumissionnaires à innover, et pas seulement le prix, jouent un rôle important lors de la détermination de l'offre la plus avantageuse économiquement.

Comment est-il possible de tenir compte des spécificités régionales lors de l'évaluation des offres ?

L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse économiquement lors de chaque adjudication. Les délais, la qualité, le prix, la rentabilité, l'opportunité de la prestation, la compatibilité environnementale et la valeur technique sont quelques-uns des critères qu'il doit prendre en considération à cette occasion. Il n'est pas inhabituel que des entreprises régionales interviennent aussi, d'autant plus qu'elles connaissent souvent bien les spécificités locales et sont déjà présentes sur place, raison pour laquelle elles peuvent soumettre des offres intéressantes. Les connaissances des spécificités régionales devraient se traduire par une meilleure offre sur le plan économique. Cependant, les principes de transparence et d'égalité de traitement doivent être respectés dans le cadre des marchés publics. Utiliser la présence locale comme critère d'adjudication voire comme critère de qualification va à l'encontre des prescriptions légales. De tels critères favorisent clairement les entreprises locales et contreviennent ainsi au principe d'égalité de traitement.

Le système consistant à comparer entre elles des offres aussi similaires que possible ne freine-t-il pas l'innovation ?

Il y a ici une pesée des intérêts. Les directives strictes de l'OFROU relatives à l'élaboration des offres et de leurs contenus permettent d'obtenir un degré élevé de comparabilité des offres. Cela simplifie l'évaluation pour l'OFROU et garantit une égalité de traitement des différents soumissionnaires. En outre, cela réduit pour ces derniers le risque de soumettre une offre contenant des éléments non demandés ou une offre non conforme aux documents d'appel d'offres, qui devrait probablement même être exclue pour cette raison. Il en résulte cependant aussi qu'il n'est pas possible de tenir compte d'offres proposant des approches totalement différentes, potentiellement novatrices. Dans les marchés concernant la planification et l'appui au maître d'ouvrage, le critère d'adjudication « analyse des tâches » permet toutefois de gagner des points en soumettant des idées novatrices dans le cadre prescrit. Il est par ailleurs possible de soumettre des variantes, mais il faut toujours remettre une offre de base.

Comment l'OFROU gère-t-il les sous-enchères (dumping) ?

L'OFROU a conscience du fait que si des tarifs horaires bas constituent certes une chance, ils représentent aussi des risques. L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse économiquement. De plus, l'office doit veiller à garantir des conditions équitables et transparentes dans le cadre de ses appels d'offres ainsi que l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. Rejeter une offre présentant des tarifs horaires bas avec pour seul argument qu'elle comporte des « prix de dumping » n'est pas admis juridiquement. Il arrive qu'un nouvel acteur du marché essaie de remporter un appel d'offres en jouant la carte du prix, par exemple parce que ses personnes-clés disposent de moins d'expérience que celles de la concurrence. Cette possibilité doit être conservée, faute de quoi l'OFROU influencerait directement les structures de la branche des ingénieurs. Indépendamment du prix, les critères d'aptitude garantissent toutefois que le marché ne sera pas adjugé à des entreprises qui ne conviennent pas.

Comment les nouvelles entreprises peuvent-elles quand même obtenir un marché si l'OFROU pondère de manière si importante le critère des références ?

Une entreprise qui ne dispose pas des références en question peut s'associer à d'autres entreprises pour former une communauté de soumissionnaires (par ex. communauté d'ingénieurs [CI] ou communauté de travail [CT]) ou assumer certaines tâches partielles en qualité de sous-traitante et obtenir ainsi de premières références. L'OFROU doit garantir une bonne exécution des projets, raison pour laquelle l'exigence d'une expérience dans des projets comparables est indispensable.

Un soumissionnaire qui n'obtient pas le marché sait-il comment son offre a-t-elle été évaluée ?

Il est important pour l'OFROU d'informer les soumissionnaires des résultats de l'évaluation. C'est la raison pour laquelle les soumissionnaires reçoivent en principe un tableau d'évaluation sous forme anonyme. Par ailleurs, l'OFROU propose des débriefings, lors desquels les soumissionnaires non sélectionnés sont informés notamment des principales raisons justifiant que leur offre n'a pas été retenue ainsi que des caractéristiques et des avantages déterminants de l'offre choisie.

Quels sont les moyens juridiques dont dispose un soumissionnaire en désaccord avec la décision d'adjudication prise par l'OFROU ? Un soumissionnaire doit-il s'attendre à être désavantagé lors de futurs appels d'offres s'il dépose plainte contre une décision de l'OFROU ?

Les personnes concernées peuvent recourir auprès du Tribunal administratif fédéral contre les décisions de l'OFROU relevant du champ d'application de la LMP. Sont concernés les marchés énumérés dans les annexes à l'OMP qui dépassent les valeurs seuils et ne font pas l'objet d'une exception. Pour le moment, la loi ne prévoit pas de possibilité de recours pour les autres décisions de l'entité adjudicatrice. En 2020, seize recours ont été déposés contre des décisions de l'OFROU (quatorze contre des décisions d'adjudication et deux contre un appel d'offres). L'OFROU a obtenu gain de cause dans

neuf procédures, mais a perdu dans une autre affaire ; six procédures sont encore en suspens auprès du Tribunal administratif fédéral.

Les collaborateurs de l'OFROU sont tenus d'évaluer chaque offre sans préjugés. La question de savoir si un soumissionnaire a déposé par le passé un recours contre une décision d'adjudication ne joue aucun rôle dans l'évaluation de son offre.

Que sont les avenants et pourquoi y en a-t-il régulièrement au sein de l'OFROU ?

Un avenant est une prestation additionnelle dans le cadre de rapports contractuels existants. Différentes raisons peuvent justifier la création d'avenants, par exemple la modification de commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus (autres conditions de construction, évolution des normes, prescriptions, etc.) ou à diverses difficultés lors du projet (clarification insuffisante des besoins, dossier d'appel d'offres du maître d'ouvrage incomplet, livraison tardive des plans par un mandataire / le maître d'ouvrage, déroulement des travaux entravé, etc.). Étant donné que l'OFROU ne passe que rarement des marchés pour des produits standard et que les projets de construction ont pour propriété importante d'avoir un caractère unique, il ne sera pas possible d'éviter à l'avenir non plus les avenants malgré les importants efforts déployés pour améliorer les documents d'appel d'offres.

Comment l'OFROU traite-t-il le thème de la durabilité dans les marchés publics ?

Dans le cadre de l'aménagement et de l'entretien des routes nationales, l'OFROU étudie la durabilité de ses projets au moyen des instruments EbeN et NISTRA afin de garantir leur conformité aux objectifs de développement durable et d'adopter des mesures adéquates. Les aspects environnementaux font partie intégrante des projets, qui sont systématiquement assortis d'un rapport d'impact sur l'environnement ou d'une notice d'impact. Dans ses manuels techniques, l'OFROU définit des exigences relatives aux matériaux et aux composants employés : il autorise par exemple que l'asphalte soit en grande partie réutilisé et fixe des prescriptions minimales concernant la durée de vie et l'efficacité énergétique de l'éclairage des tunnels. Les dimensions sociale et écologique de la durabilité sont prises en considération dans les conditions de participation aux appels d'offres (respect des conditions de travail, de l'égalité salariale entre femmes et hommes ainsi que des prescriptions en matière de protection de l'environnement).

Pourquoi l'OFROU recourt-il à des bureaux d'appui au maître d'ouvrage (BAMO) ? N'est-ce pas risqué ?

L'OFROU mène actuellement plus de 660 projets de construction (hors achèvement du réseau) sur les routes nationales, avec environ 90 responsables de projet, et s'occupe d'environ 2254 km de routes nationales. Vu la forte charge de travail que les chefs de projet doivent assumer, ils ont parfois besoin de soutien selon le volume et la complexité des projets. L'OFROU achète les prestations qui ne doivent pas impérativement être fournies par le personnel du maître d'ouvrage au moyen de mandats d'appui au maître d'ouvrage (mandats BAMO). Étant donné que le nombre et le volume des projets varient selon les filiales et les années, le recours à des personnes externes pour l'appui au maître d'ouvrage est une solution plus rentable pour l'OFROU que l'utilisation de son propre personnel. Cette solution permet par ailleurs à l'OFROU de conserver une structure administrative légère.

Les BAMO ne conduisent cependant jamais seuls un projet de l'OFROU, mais sont toujours subordonnés à un chef de projet de l'OFROU. Leur cahier des charges comprend par exemple des tâches de coordination entre les participants au projet, l'organisation des réunions du projet, l'élaboration des bases du projet (manuel de projet), le controlling et la gestion de la qualité spécifique au projet ainsi que l'accompagnement technique du projet.

Le principe du recours à des BAMO a fait ses preuves. Cette solution recèle cependant certains risques. Ainsi, les connaissances du projet des collaborateurs de l'OFROU et, partant, leurs possibilités de contrôle, pourraient diminuer. Ce risque est contrôlé par différentes mesures comme l'établissement d'un cahier des charges standardisé et d'un manuel de projet ainsi que le renforcement du système de contrôle interne.

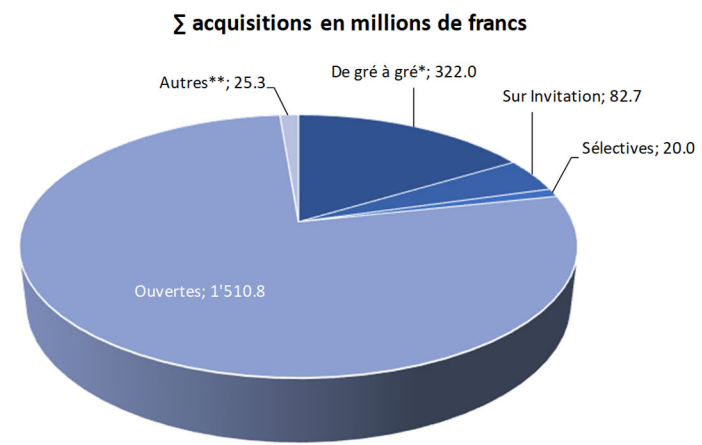
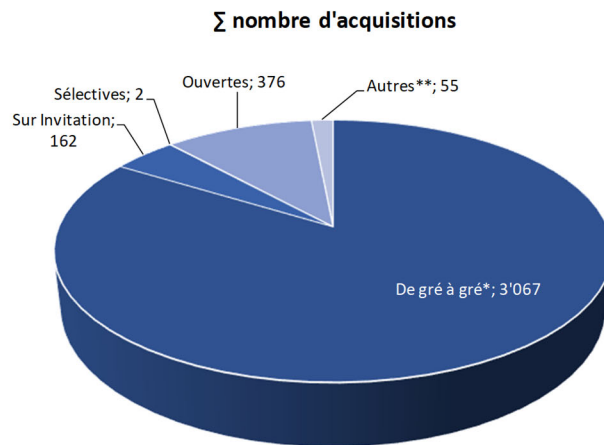
5 Statistiques 2020 des marchés publics de l'OFROU

5.1 Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2020 par type de procédure et catégorie d'achat

Les statistiques 2020 des marchés publics de l'OFROU couvrent les contrats concernant des acquisitions de prestations de construction, de biens et de services. Elles reposent sur les adjudications faites durant l'année de référence 2020 pour les catégories d'achats 21.2 et 21.1, ainsi que sur les contrats conclus en 2020 pour les autres catégories d'achats, dont l'informatique.

2020	Contrats d'entreprise Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Contrats de prestations et de planification Routes nationales (catégorie d'achat 21.1)		Contrats de livraison Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Autres contrats, y. c. informatiques		Σ Acquisitions		%	
	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.
De gré à gré*	1'155	165.3	1'740	138.2	17	1.9	155	16.6	3'067	322.0	84%	16%
Sur Invitation	124	75.7	29	5.5	-	-	9	1.6	162	82.7	4%	4%
Sélectives	1	4	1	16.0	-	-	-	0.0	2	20.0	0%	1%
Ouvertes	136	725.2	184	381.4	9	318.3	47	85.9	376	1'510.8	10%	77%
Autres**	6	0.7	49	24.7	-	-	-	-	55	25.3	2%	1%
Total	1'422	970.8	2'003	565.8	26	320.2	211	104.1	3'662	1'960.9	100%	100%
* dont avenants	324	88.6	355	35.9	2	0.0	n.a.	n.a.	681	124.6	22%	39%
* dont adjudications pour des montants dépassant les valeurs seuils	37	38.3	49	38.3	1	1.0	12	9.5	99	87.1	3%	27%

** conclusion de contrats In-state, acquisition de terrain



Le tableau précédent montre que l'OFROU a réalisé quelque 3660 acquisitions en 2020, pour une valeur totale supérieure à 1,96 milliard de francs. Ces chiffres ne comprennent pas les acquisitions des unités territoriales faites pour l'exploitation des routes nationales ni celles des cantons dans le cadre de l'achèvement du réseau (voir chap. 2 But et contenu). En 2020, le volume d'acquisitions a été supérieur d'environ 230 millions de francs, soit de près de 13 %, à celui de l'année précédente (1731 millions de francs en 2019). Le nombre d'acquisitions a quant à lui augmenté d'environ 105 par rapport à l'année précédente (3557 acquisitions en 2019).

Les acquisitions de gré à gré dominant, avec un pourcentage de 84 %. Il s'agit en règle générale d'acquisitions de moindre envergure, pour un montant inférieur à 150 000 francs (prestations de service et prestations de construction) ou 50 000 francs (livraisons). Pour des raisons économiques, la loi prévoit une adjudication de tels marchés sans appel d'offres : le potentiel d'économies d'un appel d'offres ne justifie pas les coûts au niveau de l'office et des soumissionnaires. Il convient de noter qu'un grand nombre de ces acquisitions (22 % de leur nombre total et 38 % de leur valeur totale) constituaient des avenants à des contrats de base souvent adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre des procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions pour des montants plus importants ont également été réalisées selon la procédure de gré à gré. Le chap. 5.6 fournit des informations à ce sujet.

Plus que le nombre de procédures d'acquisition, ce qui importe est d'attribuer la grande majorité des fonds (en l'occurrence 82 %) en situation de concurrence. Ce principe a pu être suivi en 2020 aussi, comme les années précédentes : 77 % du montant total, soit 1,5 milliard de francs environ, ont été octroyés par l'OFROU dans le cadre de procédures ouvertes, 4 % (82,7 millions de francs) selon une procédure sur invitation et 1 % (20 millions) à l'issue d'une procédure sélective. La part du volume d'acquisitions faites en situation de concurrence a donc légèrement augmenté par rapport à 2019, de 3 %.

5.2 Volumes des contrats par catégorie d'achat

Contrats d'entreprise Routes nationales
(catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 100'000	829	25.6
100'000 à < 2 millions	524	241.3
2 millions à < 5 millions	38	123.6
5 millions à < 10 millions	14	93.4
10 millions à < 50 millions	15	347.9
50 millions à < 100 million	2	139.0
Total	1'422	970.8

Contrats de livraison Routes nationales
(catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	13	0.3
50'000 à < 250'000	4	0.6
250'000 à < 1 million	4	2.5
1 million à < 5 millions	1	1.7
≥ 5 millions	4	315.1
Total	26	320.2

Contrats de prestations et de planification Routes nationales
(catégorie d'achat 21.1)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	1'049	4.3
50'000 à < 250'000	728	78.5
250'000 à < 1 million	129	65.8
1 million à < 5 millions	75	178.5
≥ 5 millions	22	238.6
Total	2'003	565.8

Autres contrats, y. c. informatiques

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	99	1.3
50'000 à < 250'000	68	9.3
250'000 à < 1 million	34	17.4
1 million à < 5 millions	7	15.0
≥ 5 millions	3	61.1
Total	211	104.1

En 2020, l'OFROU a conclu dans presque toutes les catégories d'achats des contrats représentant des volumes très différents. Les petits contrats ont été les plus nombreux, mais les gros contrats ont dominé en termes de valeur. On peut en déduire que l'OFROU est un donneur d'ordre potentiel pour des entreprises de différentes tailles (voir aussi le nombre de partenaires contractuels au chap. 5.3).

5.3 Nombre de partenaires (crédeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2020

	Nombre de partenaires contractuels	Dont CT / CI
Contrats d'entreprise RN (21.2.)	753	85
Contrats de prestations et de planification RN (21.1)	919	131
Contrats de livraison RN (21.2.)	20	
Autres catégories d'achat	176	
Total	1'868	216

Le tableau ci-dessus montre que l'OFROU a des relations d'affaires avec une multitude de partenaires. En 2020, il a conclu des contrats avec plus de 1860 entreprises. Même sans prendre en considération les CT et les CI, qui sont comptabilisées comme des crédeurs séparés, il reste toujours plus de 1650 partenaires contractuels. L'éventail va des entreprises de construction actives sur la scène internationale à des entreprises ne comptant qu'une personne et fournissant des conseils.

5.4 Adjudications les plus importantes en 2020

Contrats d'entreprise et de fourniture concernant les routes nationales

En 2020, l'OFROU a adjugé trois contrats d'entreprise et de fourniture pour des montants supérieurs à 50 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, hors TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans simap
N09.64-001 - Netzwerkausrüstung IP - Netz BSA (schweizweit)	315.1	Nokia Solutions and Networks Schweiz AG, Netcloud AG, Itris AG, Xpo WZ-Systems AG	ZH ZH AG AG	04.12.2020
100045 N01/38 ANU Los 1 - Hauptarbeiten BAU - Überdeckung Weiningen und Halbanschluss Weiningen	74.1	ARGE HUW c/o Specogna Bau AG	ZH	09.12.2020
N06.32 110003 - Bern PUN Wankdorf - Muri - Hauptlos Bau	67.6	ARGE PUN c/o Marti AG Bern	BE	21.12.2020

Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales

En 2020, l'OFROU a adjugé quatre contrats de prestations et de planification pour des montants dépassant 15 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, hors TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans simap
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - örtliche Bauleitung Süd	28.0	Consorzio DL-BEDRINA c/o Pini Swiss Engineers SA	TI	26.3.2020
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - örtliche Bauleitung Nord	22.8	Ingenieurgemeinschaft (IG) 2G-BN c/o IUB Engineering AG	BE	26.3.2020
N01/N11/N121 Glattalautobahn / Projektverfasser Bau	19.5	IG Glatt gpaw c/o Gähler und Partner AG	AG	12.6.2020
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Investorenwettbewerb (Studien- und Bauauftrag) für die Entwicklung der Parzellen 71 und 73 in Göschenen.	16.0	SWISS PROPERTY AG	ZH	16.12.2020

5.5 Adjudications 2020 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)

	Contrats d'entreprise Routes nationales	Contrats de prestations et de planification Routes nationales	Contrats de livraison Routes nationales	Autres contrats, y. c. informatiques	Total per canton
Argovie	22.0	30.4	172.6	0.3	225.1
Appenzell Rhodes-Ext.	-	0.1	-	-	-
Appenzell Rhodes-Int.	0.0	0.2	-	-	-
Bâle-Campagne	48.1	10.5	1.0	1.8	61.4
Bâle-Ville	0.9	11.6	0.1	1.0	13.6
Berne	187.9	81.3	0.2	12.2	281.6
Fribourg	7.9	3.3	0.2	0.7	12.1
Genève	7.2	3.0	0.0	0.3	10.5
Glaris	3.5	0.4	-	0.0	4.0
Grisons	25.7	32.9	-	0.3	58.9
Jura	0.6	1.1	-	-	1.6
Lucerne	55.6	30.2	0.0	4.7	90.5
Neuchâtel	32.4	12.2	-	0.5	45.2
Nidwald	43.5	4.7	-	0.0	48.3
Obwald	3.8	0.4	-	-	4.2
Schaffhouse	0.3	3.1	-	-	3.5
Schwytz	13.2	2.6	-	-	15.7
Soleure	39.2	7.8	-	0.5	47.5
Saint-Gall	15.9	10.9	0.0	15.3	42.0
Thurgovie	17.9	1.3	0.3	-	19.5
Tessin	123.3	97.7	1.8	0.9	223.6
Uri	31.8	4.2	-	-	36.0
Valais	8.5	27.5	0.2	0.0	36.2
Vaud	22.2	49.0	0.0	3.8	75.0
Zoug	1.4	4.8	0.1	1.8	8.1
Zürich	243.3	134.5	143.7	55.7	577.1
Étranger	14.8	0.3	-	4.3	19.4
TOTAL	970.8	565.8	320.2	104.1	1'960.9

Le tableau ci-dessus montre que des adjudicataires de toutes les régions du pays profitent des marchés de l'OFROU. Les totaux les plus élevés concernent les cantons de Zurich, de Berne, d'Argovie et du Tessin. Ce sont ces mêmes cantons qui ont obtenu des marchés importants (voir chap. 5.4).

Même si les entreprises étrangères peuvent aussi participer aux appels d'offres ouverts, seuls 19,4 millions de francs (soit 1 % environ du montant des adjudications) sont allés à des adjudicataires étrangers.

5.6 Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2020

Comme expliqué au chap. 5.1, ce sont avant tout les marchés de moindre envergure qui sont attribués dans le cadre d'une procédure de gré à gré. Les limites correspondantes, aussi appelées « valeurs seuils », sont fixées dans l'OMP (voir chap. 4, 1^{re} question). La procédure de gré à gré peut à titre exceptionnel aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive aux art. 13 et 36 de l'OMP². L'OFROU interprète ces dispositions de manière restrictive. Toutefois, il est parfois contraint d'adjuger des marchés d'envergure dans le cadre de procédures de gré à gré. Ainsi, dans le cas des avenants (par ex. pour cause de modifications des commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus), changer de partenaire contractuel en cours de projet pourrait engendrer des coûts élevés, des risques importants ou une grande perte de temps.

En 2020, 92 adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale ont fait l'objet d'une publication en vertu de dispositions exceptionnelles. Parmi celles-ci, 72 constituaient des avenants à des contrats de base souvent adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

Les statistiques établies aux chap. 5.1 à 5.5 reposent sur la date de l'adjudication pour les catégories d'achats 21.1 et 21.2 ; elles sont fondées sur la date du début du contrat pour les autres catégories d'achats, dont l'informatique, pour des motifs techniques. Toutefois, s'agissant de la liste des adjudications de gré à gré qui figure ci-après, la date de publication dans simap est déterminante. Les différences entre les adjudications de gré à gré présentées au chap. 5.1 et celles de la liste du présent chapitre (adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil) s'expliquent par les contrats signés dans les autres catégories d'achats.

² Texte de l'ordonnance en vigueur jusqu'au 31.12.2020. Dans le rapport sur les marchés publics 2021, il sera fait référence aux nouvelles loi et ordonnance sur les marchés publics en vigueur depuis le 1.1.2021.

Procédures de gré à gré de la compétence de l'OFROU et ayant dépassé la valeur seuil du 1.1.2020 au 31.12.2020 (selon publication dans simap)

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	9'149'615.00		x	Techdata - Emch-Berger - Mantegani & Wysser p.a Techdata SA	N05 - Upn.La Neuveville - Bienne-Ouest - Prestations de BAMO et DGT pour phases : projet d'intervention (MP), appel d'offres (DAO), mise en service et achèvement	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Procédure de gré à gré faisant suite à une procédure ouverte (appel d'offres simap du 22.03.2019) ayant dû être interrompue faute de soumissionnaire répondant aux critères de qualification.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	7'743'687.15	x		ARGE EHS c/o Implenia Schweiz AG	080247, N01-40 EHS, NO ASIG	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 03.08.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	4'350'000.00		x	Schweizerische Bundesbahnen SBB	N02, 080126, EP SCHÄNL, EP Schänzli / Planungs- und Bauleistungen SBB für Tunnel Hagnau (2020)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nur die SBB kann aufgrund der technischen Besonderheiten die erforderlichen Planungs- und Bauleistungen erbringen: sie sind der einzige zugelassene Anbieter, da die SBB als Anlageeigner vorgibt, dass Hilfbrückenausbau, Gleisbau, Fahrleitungen usw. nur durch die eigenen Fachdienste ausgeführt werden dürfen. Es gibt mithin keine angemessene Alternative.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	3'795'922.80	x		ARGE Kikri c/o Kästli Bau AG	Nachtrag 3 N01.24 EP Kirchberg - Kriegstetten, Bauleistung Hauptunternehmer	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 11.04.2018 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	3'707'516.25		x	BSR Automation AG	Fachanwendung VPS Softwarepflege, Weiterentwicklung, Support und IT Dienstleistung für die Fachanwendung VPS sowie Wartung der Sensoren der Fahrzeugvermessungsanlage für die Schwerverkehrskontrollzentren	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Das Projekt wurde freihändig vergeben, da die notwendigen technischen Kenntnisse und Voraussetzungen nur die Auftragnehmerin mit sich bringt. Die vertieften technischen Kenntnisse, insb. der besonders schützenswerten Daten und der Schutz des eigenen geistigen Eigentums, können nur durch diese Anbieterin abgedeckt werden, es gibt keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'797'956.40	x		Consortium TLN Taubenbloch Nord p.a BTP Services SA	N16 - Upn.Tavannes - Bözingenfeld - Travaux UPLaNS TP1-Bözingenfeld -Bienne-Nord Lot Nord	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 8.6.2017 concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	2'400'000.00	x		IG BHUteam Rosenberg c/o Amberg Engineering AG	130073, N01/54 Tunnel Rosenberg, 3. Röhre PUN und Spange, BHU Phase GP-PAW (BIM)	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Die zusätzlichen Arbeiten (Erweiterung des Grundauftrags) mit Einfluss auf Termine und Inhalte der Projektierung bedingten vertiefte Kenntnisse der bis jetzt erbrachten Leistungen, weshalb nur der bisherige Anbieter in Frage kam, um die Austauschbarkeit mit schon vorhandenen Dienstleistungen zu gewährleisten.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'316'447.95	x		Marti Technik AG	080247, N01-40 EHS, BSA Los 1: Sanierung BSA TMIL (Teil 2)	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Die Anforderung an die Gleichartigkeit ist erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'102'658.40	x		ARGE KiKri c/o Kästli Bau AG	N01.24 080303 EP Kirchberg - Kriegstetten, Bauleistung Hauptunternehmer - Nachtrag 1	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 11.04.2018 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'720'546.00	x		Ingenieurgesellschaft B2H c/o Basler & Hofmann AG	080247, N01-40 EHS, Zusatzleistungen Teilsanierung BSA TMIL	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Ausgelöst durch die Ergebnisse der Hauptinspektion zeigte sich die Notwendigkeit von zustandsbedingten Massnahmen, um Sicherheitsdefizite zu beseitigen. Aufgrund der grossen Komplexität des gleichzeitig laufenden Projekts EHS waren separate von den Arbeiten der EHS unabhängige Arbeiten nicht möglich, da technische Abhängigkeiten, insbesondere in den Bereichen Bauphasen, Verkehrslenkung und übergreifende Tunnelsicherheitsanlagen, bestehen. In Würdigung aller Umstände wurde ersichtlich, dass nur der ursprüngliche Anbieter, der in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten hat, in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'534'565.10	x		Ingenieurgesellschaft SG 3+ c/o Gähler und Partner AG	130073, N01/54 Tunnel Rosenberg, 3. Röhre PUN und Spange, PV GP/EK	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Die technischen, organisatorischen, koordinativen und sicherheitsrelevanten Aspekte des Auftrags liessen indessen einen Anbieterwechsel nicht zu, sodass es keine angemessene Alternative gab. Ein Wechsel des Anbieters würde Mehrkosten von rund CHF 750'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'419'833.85	x		ARGE RoadTEC NTBS c/o Kummler + Matter EVT AG	N03, 130032, NTBS SIG, Ersatz Signalgeber Nordtangente BS / Los 3 Installationen und Nebenarbeiten - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der simap-Ausschreibung vom 04.11.2019 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'374'074.40	x		Consortium TABÖ p.a. Walo Bertschinger AG Bern	N16.14 080191 Travaux UPlaNSTP1-Bözingenfeld - Bienne-Nord Lot Sud (ID 7058)	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 8.7.2017 concernant le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'342'836.00	x		INGE Ted c/o ewp AG	N13 EP09 AS Sufers - Galerie Traversa Süd; Generalplaner TP Trasse, TP1 & TP5	Art. 13 cpv. 1 lit. f OAPub	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Aufgrund unvorhergesehener Änderungen wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten EP09 AS Sufers - Galerie Traversa Süd bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Mit Blick auf die immense Komplexität des Projektes, die achtjährige Anbieter-Tätigkeit mit bereits durchgeführter zweijähriger Ausführung und auf die weitere vierjährige Realisierung kann ein lückenloser Informations- und Datentransfer nur durch den ursprünglichen Anbieter gewährleistet werden. Damit kann nur der bisherige Anbieter die Austauschbarkeit der bereits erbrachten Leistungen gewährleisten.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'302'095.65	x		IG VIER c/o Basler & Hofmann AG Ingenieure, Planer und Berater	Gesamtplaner Erhaltungsprojekt / IGP2 EP Rubigen - Thun Nord: Nachtrag 2 EP Thun Nord - Spiez: Nachtrag 3	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt gab es unvorhergesehene Änderungen, welche Mehrleistungen erfordern. Die Projektierungsarbeiten in den Projekten EP Rubigen-Thun Nord und EP Thun Nord-Spiez bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Leistungen konnten ausschliesslich von der bisherigen Anbieterin erbracht werden, weil nur sie das für den Projekterfolg nötige projektspezifische Detailwissen hat, welches nachträglich von einem Dritten nicht hätte aufgearbeitet werden können. Ein lückenloser Knowhow-Transfer ist unmöglich, weil die ursprünglich beauftragte Unternehmung sich das Detailwissen über das Projekt angeeignet hat. Es gibt keine Alternative dazu. Die Mehrkosten würden auf ca. 0.6 Mio. geschätzt.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'116'259.00	x		INGE OBL RUTS c/o IUB Engineering AG	Oberbauleitung - N06.36 EP Rubigen - Thun Nord: Nachtrag 1 und N06.40 EP Thun Nord - Spiez: Nachtrag 1	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt gab es unvorhergesehene Änderungen, welche Mehrleistungen erfordern. Die Projektierungsarbeiten in den Projekten EP Rubigen-Thun Nord und Thun Nord-Spiez bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Leistungen konnten ausschliesslich von der bisherigen Anbieterin erbracht werden, weil nur sie das für den Projekterfolg nötige projektspezifische Detailwissen hat, welches von einem Dritten nicht hätte aufgearbeitet werden können. Ein lückenloser Knowhow-Transfer ist unmöglich, weil die ursprüngliche Unternehmung sich das Detailwissen über das Projekt über Jahre angeeignet hat. Es gibt keine Alternative dazu. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. 0.3 Mio. geschätzt.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'080'639.55	x		Ticos Engineering AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 013 Signalisationsanlagen: Leittechnik Signalisation inkl. Verkabelung und QSK - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der simap-Ausschreibung vom 15.07.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'046'623.50		x	DIC S.A	Vérifications SoBe 2020	Art. 13 al. 1 let d OMP	Vu l'urgence pour des questions de sécurité à contrôler 19 ouvrages d'ici la fin de l'année 2020, le marché a dû être accordé de gré-à-gré.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'023'799.80	x		IngPhi SA	N09.58 Viaduc de Riddes, Lot 230 - Nachtrag 1	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, concernant l'état actuel de l'ouvrage, les effets, la conception statique et les exigences en matière de construction et de transport, il n'y a pas d'alternative acceptable, aussi du point de vue économique. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires de CHF 750'000.-, ce qui ne serait pas justifiable économiquement.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	994'774.00	x		Consortium BEFALEM p.a. S. Facchinetti S.A	N09.48 080010 Upn.Vennes - Chexbres +PUN - Travaux principaux de génie civil - TP3.201	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 2.6.2017 concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	971'374.90		x	DÄHLER VERKEHRSTEC HNIK AG	080260, N04/08 Kleinandelf. Verz. Winterthur Engpass	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Aufgrund der Häufung schwerer Unfälle, teilweise mit Todesfolgen, musste die Sicherheit auf dem Abschnitt N04/08 zur Vermeidung weiterer Ereignisse zwischen Andelfingen und Winterthur Nord unverzüglich erhöht werden. Insbesondere wurden Trennelemente zwischen den bisher nicht richtungsgetrentenn Fahrbahnen installiert. Nur mit einer sofortigen Umsetzung konnte die erforderliche Verkehrssicherheit schnellstmöglich erreicht werden. Daher wurde der Auftrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB freihändig vergeben.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	970'000.00	x		Farner Consulting AG	080247, N01-40 EHS Zusatzmassnahmen I+K	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner fundierten technischen Kenntnisse in diesem hochkomplexen und interdisziplinären Projekt hätte ein Wechsel des Anbieters zu erheblichen Schwierigkeiten und unverhältnismässigen Aufwendungen geführt. Somit kam nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel hätte zudem Mehrkosten von rund CHF 1.5 Mio. verursacht.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	923'601.35	x		IG Belchen BSA c/o Brüniger + Co. AG	N02, 120093, N2 TU BZI, N2 Tunnel Belchen Zweite Instandsetzung (BZI) / PV BSA in den Phasen Massnahmenprojekt (MP) / Detailprojekt (DP) bis und mit Ausführung/Abschluss, inkl. Bauleitung - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes (insb. grosse Abhängigkeit der BSA-Anpassungen in der Röhre Mitte mit den Rückbau-Arbeiten in der Röhre Basel) gibt es gegenüber dem bisherigen Anbieter keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planer hätte Mehrkosten von CHF 100'000.- bis 200'000.- verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	905'967.00	x		Arnold AG	N03, 130032, NTBS SIG, Ersatz Signalgeber Nordtangente BS / Los 002 Signale, Verkehrserfassung und Verkabelung - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der simap-Ausschreibung vom 13.06.2019 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	846'660.00		x	Sopra Steria SA	N01, 090090, EP DECK RENE	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die neuen Anlagen sind in das bestehende Betriebsleitsystem GE VIII zu integrieren. Die Erweiterungen werden an einem in Betrieb stehenden System vorgenommen und erfordern einen Eingriff am Quellcode (Bereitstellung von Schnittstellen). Es sind Anpassungen an Benutzergruppen, an der Alarm- und Meldebehandlungen und an Datenbanken vorzunehmen. Ersatz von Komponenten kann daher nur durch die bisherige Anbieterin geliefert werden, da andernfalls die Systemkompatibilität nicht gewährleistet werden kann und die Garantien für das bestehende Netzwerk dahinfallen. Alternativ müsste das gesamte Netzwerk ersetzt werden, was mit unverhältnismässigen Kosten von CHF 1 Mio. - 3 Mio. einhergehen würde.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne	814'200.00	x		Jauslin Stebler AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Gesamtleitungsmandat GL STB - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. Kenntnisse über alle bereits erbrachten Leistungen und Verträge, Kontakte zu Gemeinden und Kanton,

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
weitere Bauleistungen							komplexe Koordinationsarbeiten, Schnittstellen, Randbedingungen und Gegebenheiten vor Ort, gibt es ausser dem bisherigen Anbieter auch wirtschaftlich keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 200'000.- bis 300'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	810'440.00	x		IG Schänzli c/o Afry Schweiz AG	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Projektverfasser TP3 Tunnel Massnahmenkonzept (MK) / Ausführungsprojekt (AP) - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. Kenntnisse über alle bereits erbrachten Leistungen, Nachbarlose und Verträge, Kontakte zu SBB, Gemeinden und Kantone, komplexe Koordinationsarbeiten, Schnittstellen, Randbedingungen und ausserordentlich anspruchsvolles Umfeld vor Ort, gibt es gegenüber dem bisherigen Anbieter auch wirtschaftlich keine zumutbare Alternative. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 200'000.- bis 300'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	804'194.90	x		ARGE TUBÖ TP 1 BSA c/o Signal AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 012 Signalisationsanlage: Lieferung Signale inkl. Verkabelung bis WSK und Rückbau - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. die spezifischen Anforderungen an die Signalisation und spezifische Produkte, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Lösung. Es gibt keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 150'000.- bis 250'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	760'714.50	x		Consortium Cegelec Mobility & Mobilityway SA p.a. Mobility way SA	N01 Upn.Bernex - Ferney VoMa Tunnels Confignon et Vernier - Travaux EES câblage électrique et éclairage - Lot 120	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 22.8.2016 concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	726'589.15	x		Groupement GM-IND p.a. SD Ingénierie Dénériaz & Pralong Sion SA	N09.58 120074 IBB Indivis CE assainissement global - Mandataire général - Avenant 1	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment les prestations sont une continuation des prestations initiales, il n'y a pas d'alternative adéquate, aussi en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							significatifs (combien?) , ce qui ne serait pas justifiable économiquement.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	725'637.60		x	GVH Tramelan SA	Vérifications SoBe 2020	Art. 13 al. 1 let d OMP	Selon une décision de l'office du 03.03.2020 de contrôler 19 ouvrages devaient être contrôlés d'ici la fin de l'année 2020. Ce délai très court n'a pas permis de réaliser une procédure ouverte. Vu l'urgence (pour des questions de sécurité?) à contrôler 19 ouvrages d'ici la fin de l'année 2020, le marché a dû être accordé de gré-à-gré.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	703'655.65	x		Consorzio ARCHING GIORNICO c/o AFRY Svizzera SA	N2 EP17 Area CCVP Giornico - Progettisti edfici	Art. 13 Abs. 1 lit. c OAPub	L'offerente iniziale ha ottenuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto, in particolare relative all'adattamento integrale del progetto di pubblicazione, precedentemente elaborato dal Cantone TI, ai nuovi standard per gli edifici della Confederazione dettati dalla nuova politica energetica, come pure l'aggiornamento nel tempo dello stesso e delle rispettive prestazioni necessarie in virtù dei mutati standard normativi intervenuti nel corso delle prolungate procedure espropriative per l'acquisizione dei sedimi inquinati interessati dall'intero progetto, l'attuale offerente offre economicamente eine angemessene alternativa. Un cambio di progettista causerebbe maggiori costi nell'ordine di 150'000.- fino a 170'000 CHF, cosa che non sarebbe economicamente giustificabile.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	693'703.68		x	Hans Keller Energietechnik AG	100133, N07/76, Stützpunkt Müllheim, Ersatz Siegershausen, BKP 24 Heizungsanlage	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im vorangehenden offenen Verfahren (simap-Ausschreibung vom 30.10.2019) ging nur eine Offerte ein, welche aus formellen Gründen ausgeschlossen werden musste. Dies führte zum Verfahrensabbruch. Der Zuschlag wurde deshalb gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB im freihändigen Verfahren vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	677'744.55	x		Consorzio GM-TOS c/o AFRY SA	N2 Semisvincolo Bellinzona, progettazione da fase DP fino a completamente esecuzione (fasi DP, S, MA)	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente iniziale ha ottenuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto, in particolare conoscenza approfondita delle interfacce tecniche con il progetto elaborato separatamente del Ct TI nelle fasi progettuali precedenti e delle relative tematiche costruttive ed ambientali, l'attuale offerente offre anche economicamente la miglior alternativa. Un cambio di progettista causerebbe maggiori costi nell'ordine di ca. 150'000 CHF, cosa che non sarebbe economicamente giustificabile.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	670'747.90	x		ARGE Sun c/o Sustra Tiefbau + Strassen AG	N02, 100027, AS SEMPACH, Anschluss Sempach, Umgestaltung und Erneuerung / Baumeisterarbeiten - NACHTRAG	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 23.03.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	595'826.30	x		Implenia Schweiz AG	Réf. Sécurisation Pont sur le Lavapesson - GC.001 - Travaux de génie civil	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 7.7.2017 concernant le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	575'094.11		x	A. Kuster AG,	100133 N07/76 Stützpunkt Müllheim Ersatz Siegershausen Flachdach	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im durchgeführten offenen Verfahren (simap-Ausschreibung vom 23.03.2020) ging keine Offerte ein, weshalb das Verfahren abgebrochen werden musste. Anschliessend wurde der Zuschlag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB im freihändigen Verfahren vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	558'904.90	x		IG Schänzli c/o Afry Schweiz AG	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Zusätzliche Leistungen Phase Ausführungsprojekt	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. umfassendes Wissen betreffend das hoch komplexe Umfeld mit zahlreichen Schnittstellen und anspruchsvollen Gegebenheiten vor Ort, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Lösung und es gab keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 200'000.- bis 300'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	557'180.00		x	Lippuner Energie- und Metallbautechnik AG	100133 N07/76, Stützpunkt Müllheim, Ersatz Siegershausen, BKP 244 Lüftungsanlagen	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im offenen Verfahren (simap-Ausschreibung vom 30.10.2019) gingen zwei Offerten ein. Beide mussten aus formellen Gründen ausgeschlossen werden und das Verfahren musste abgebrochen werden. Gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB wurde der Zuschlag im freihändigen Verfahren vergeben.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	514'894.90		x	Strässle Installationen AG	100133 N07/76, Stützpunkt Müllheim, Ersatz Siegershausen, BKP 25 Sanitäranlagen	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im vorgehenden offenen Verfahren (simap-Ausschreibung vom 30.10.2019) ging eine Offerte ein, welche aus formellen Gründen ausgeschlossen werden musste. Dies führte zum Verfahrensabbruch. Gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB wurde der Zuschlag im freihändigen Verfahren vergeben.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	509'673.45	x		IG Teufelsstein c/o Bigler AG	N2P, EP Gotthard-Passstrasse Nord NACHTRAG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. die Kenntnisse über die zahlreichen Schnittstellen, bereits erbrachte Leistungen und Absprachen mit dem Projekt involvierten Gemeinden, Kantonen und Dritten, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Lösung. Es gibt keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 100'000.- bis CHF 200'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	491'179.20	x		ARGE Stadtebene c/o Hager Partner AG	080247, N01-40 EHS, Planer Umgebung Stadtebene - Mehrleistungen	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der erforderlichen fundierten Kenntnissen des Projekts, insbesondere den unterschiedlichsten Schnittstellen und interdisziplinären Charakter des Projekts, hätte ein Wechsel des Anbieters zu erheblichen Schwierigkeiten und unverhältnismässigen Aufwendungen geführt. In Würdigung aller Umstände kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel hätte Mehrkosten von rund CHF 800'000.- verursacht, was wirtschaftlich nicht zu verantworten wäre.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	471'295.00	x		Kummler + Matter AG	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Los 71 Infrastruktur/Installationen - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der simap-Ausschreibung vom 19.02.2018 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	465'500.00	x		OPAN concept SA	N01.10 130060 - APR + DLT pour prestations de génie-civil / Avenant n° 2 (ID 6521)	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte le 27 février 2015. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. En effet, il a été décidé d'ajouter un projet d'entretien (UPlaNS) au projet initial. Suite à l'évolution du projet et compte tenu de ses spécificités, seul le mandataire initial était apte à réaliser les prestations complémentaires nécessaires pour la finalisation de cette phase. Les prestations liées autres phases du projet seront remises en appel d'offres. Un changement de soumissionnaire pour la phase en cours aurait entraîné des coûts supplémentaires estimés à env. 200'000 CHF.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	465'182.00	x		INGE B2H c/o Basler & Hofmann AG Ingenieure Plane	080247, N01-40 EHS, Mehraufwendungen HBL/öBL	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner fundierten Kenntnisse des hochkomplexen Projektes, insbesondere den unterschiedlichsten Schnittstellen und interdisziplinären Charakter des Projekts, hätte ein Wechsel zu erheblichen Schwierigkeiten und unverhältnismässigen Aufwendungen geführt. In Würdigung aller Umstände kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte Mehrkosten von rund CHF 700'000.- verursacht.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	451'993.60		x	Argonet SA	N02, 120101, BSA WI RO, Los 62 BKN	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die ursprüngliche Anbieterin hat das Netzwerk über die gesamte Gebietseinheit hinweg erstellt und unterhält es. Der Ersatz von Komponenten kann daher nur durch die bisherige Anbieterin vorgenommen werden, da andernfalls die Systemkompatibilität nicht gewährleistet werden kann und die Garantien für das bestehende Netzwerk dahinfallen. In der Gesamtbetrachtung kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte zur Folge, dass das gesamte Netzwerk ersetzt werden müsste, was mit unverhältnismässigen Kosten von mindestens CHF 4 Mio. einhergehen würde.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	451'826.50		x	ETAVIS AG	N01, 090090, EP ReNe, EP Reusstal-Neuenhof, Los 19 Hausinstallationen	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im vorgehenden offenen Verfahren (simap-Ausschreibung vom 14.01.2020) sind keine qualifizierten Angebote eingegangen. Die Ausschreibung wurde abgebrochen; der Vertrag wurde daher freihändig vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	450'324.98	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordast c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS, NO Zusatzleist. LSW Tierspital	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner fundierten Kenntnisse des hochkomplexen Projektes, insbesondere den unterschiedlichsten Schnittstellen und interdisziplinären Charakter des Projekts, hätte ein Anbieterwechsel zu erheblichen Schwierigkeiten und unverhältnismässigen Aufwendungen geführt. Zudem war es war nicht möglich, die Massnahmen separat und projektunabhängig während der Arbeiten EHS zu realisieren, da u.a. Abhängigkeiten in den Bauphasen und den Sanierungsobjekten vorliegen. In Würdigung aller Umstände kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	445'682.45	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordost c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01/40 UPlaNS ZH Unterstrass - ZH Ost EHS, NO inf. P&A 1-30	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Bedingt durch Verzögerungen bei der Einführung der ASTRA-Richtlinie für ITG entstanden zusätzliche Aufwendungen. Aufgrund der erforderlichen fundierten Kenntnisse des hochkomplexen Projektes hätte ein Wechsel zu erheblichen Schwierigkeiten geführt. Insbesondere liessen sich die technischen Besonderheiten der zusätzlichen Aufwendungen nur mit der Nutzung des projektspezifischen Knowhows in qualitativ genügendem Masse erbringen. In der Gesamtbetrachtung kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte Mehrkosten von rund CHF 650'000.- verursacht.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	444'400.00	x		IG Töss c/o F. Preisig AG Bauingenieure und Planer	080427 N01/48 UPlaNS / PUN Effretikon - Ohringen, PV Trasse, Kunstbauten	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der durch die Bauherrschaft geforderten Optimierungen ergaben sich Mehraufwendungen wegen der Anpassungen der bereits erstellten Dokumente der Planer. Die hohen technischen Anforderungen und die im gleichen Perimeter systemtechnisch aufeinander aufbauenden und sich ergänzenden Projektteile hätten bei einem Anbieterwechsel erhebliche Kostensteigerungen verursacht. Es kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte zu Mehrkosten von rund CHF 800'000.- geführt.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	432'919.75		x	Telematix AG	N02, 120101 BSA WI RO BSA Los 61	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die Zuschlagsempfängerin hat das Netzwerk über die gesamte Gebietseinheit hinweg erstellt und ist für den Unterhalt sowie dessen Funktionieren zuständig. Der Ersatz von Komponenten kann daher nur durch die bisherige Anbieterin vorgenommen werden, da andernfalls ein zu hohes Risiko der Systeminkompatibilität vorliegen und die bestehenden Garantien für das Netzwerk dahinfallen würde. In der Gesamtbetrachtung, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen (Mehrkosten von mindestens CHF 1.5 Mio.), kam nur bisherige Anbieter in Frage und eine angemessene Alternative war nicht ersichtlich.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	415'505.85	x		Groupement CONFIG p.a CSD Ingénieurs SA	N01.12 140015 ENG Sup Goulet Perly - Bernex 3ème voie - Prestation d'auteur de projet pour le projet général (ID 6891)	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte le 1er septembre 2017. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les présentes prestations portent sur une augmentation du niveau des études de variantes de conception du projet ainsi que sur l'augmentation des besoins de coordination engendrées par l'allongement de la durée du projet. Vu ses connaissances spécifiques au projet, seul l'adjudicataire du marché de base était en mesure de garantir la continuité des prestations requises.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	410'335.00	x		Groupement NIP p.a. Schopfer et Niggli SA	N01.06 160020 Upn.1 Etoy-Ecublens - Prestations de GC, Environnement, Trafic et BSA	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte le 17.7.2015. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires : Il a été constaté après adjudication que le revêtement était plus dégradé que prévu, les canalisations du périmètre exigeaient un assainissement urgent et quatre ouvrages ont été identifiés en état dégradé 4. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, il n'est pas possible d'attribuer ces prestations à un autre mandataire pour des questions de responsabilité, de coordination et de planification. En plus, un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires estimés à environ 100'000CHF soit 25% de la valeur du présent marché.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	390'025.00	x		IG Kerenzerberg c/o AFRY Schweiz AG	070191 N03/70 UPlaNS Weesen-Murg (Kerenzerberg), PV-TP1 (BSA)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der erforderlichen Zusatzleistungen wegen geologischer Besonderheiten in der Phase DP/MP sind beim Projektverfasser unvorhersehbare Anpassungen und Projektänderungen entstanden. Im Hinblick auf die Fortführung des Projekts, bei welcher Kenntnisse sämtlicher Projektzusammenhänge sowie alle technische Besonderheiten unabdingbar waren, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	384'990.00		x	Nay Engineering AG	N02, 120101, BSA WI RO, BSA Verz. Wiggertal - Verz. Rotsee Ersatz Streckenausrüstung / Projektverfasser BSA Systeme	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die Zuschlagsempfängerin hat wesentliche übergeordnete Systeme innerhalb der Gebietseinheit geplant. Aufgrund der immensen Einarbeitungs-, Koordinations- und Wissenserarbeitungsaufwand kam nur die bisherige Anbieterin für die Planung der Erweiterung dieser Systeme in Frage. Ausser dem bisherigen Anbieter gibt es auch wirtschaftlich keine angemessene Alternative, denn ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 200'000.- bis 300'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	380'000.00	x		INGE K2 c/o Locher Ingenieure AG	070191 N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), PV TP2	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Infolge der sich mehr als ein Jahr hinziehenden Einspracheverhandlungen mit Umweltverbänden wurden seitens des Projektverfassers Unterstützungsarbeiten erforderlich. Hinzu kamen Projekttransformationen sowie Umprojektierungen, welche zusätzliche Aufwendungen verursachten. In Würdigung aller Umstände und mit Blick auf die Fortführung des Projekts, bei welcher Kenntnisse sämtlicher Projektzusammenhänge sowie aller technischen Besonderheiten unabdingbar waren, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	366'504.90	x		BISA - Bureau d'ingénieurs SA	N09.58 080331 EP Martigny & Environs - Mandat BAMO - Avenant 2 Prolongation des prestations	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment les prestations sont une continuation des prestations initiales, il n'y a pas d'alternative adéquate, aussi en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires significatifs (combien?) , ce qui ne serait pas justifiable économiquement.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	366'071.35	x		ARGE BelBö, c/o LETECH AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 006 Beleuchtungsanlage inkl. Leittechnik - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt gab es unvorhergesehene Änderungen, welche Mehrleistungen erfordern. Die BSA-Bauleistungen im Bözbergtunnel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten und müssen mit den bereits installierten Anlageteilen kompatibel sein. Um die Austauschbarkeit der Leistungen zu gewährleisten, kam nur der bisherige Anbieter in Frage.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	359'010.60		x	ABB Schweiz AG Hybrid Industries	160074, NBS GEVII, Erweiterung Leittechnik und Netzwerk	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte die Software des bestehenden Notbediensystems programmiert und das dazugehörige Netzwerk entwickelt. Bei den Leistungen handelt es sich um Anpassungen und Ergänzungen dieses Systems. Der Schutz des geistigen Eigentums sowie die zwingenden Voraussetzungen des sicheren Betriebs liessen einen Anbieterwechsel nicht zu, weshalb es keine angemessene Alternative gab.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	345'388.80	x		AWK Group AG	N03, 130032, NTBS SIG, Ersatz Signalgeber Nordtangente BS / Projektverfasser und Bauleitung BSA - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. umfassendes Wissen betreffend das komplexe Umfeld mit zahlreichen Schnittstellen und anspruchsvollen Gegebenheiten vor Ort, gibt es ausser dem bisherigen Anbieter auch wirtschaftlich keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters würde Mehrkosten von CHF 200'000.- bis 300'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	338'754.00	x		INGE EPSI c/o Jauslin Stebler AG	N02, 070017, EP SIEP, EP Sissach - Eptingen / Projektverfasser Trasse/Umwelt/Kunstabauten - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. umfassendes Wissen betreffend die Projektierungsarbeiten, Schnittstellen und Gegebenheiten vor Ort, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Anbieters würde Mehrkosten von CHF 120'000.- bis 150'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	319'455.00	x		IT-Logix AG Excellent Solutions	ASTRA Data Warehouse Los 3 – Weiterentwicklung und Schulung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Keine angemessene Alternative In Zukunft können die Leistungen über eine neue BBL WTO bezogen werden. Die Ausschreibung ist in Arbeit, Leistungen können voraussichtlich ab Mitte 2021 bezogen werden. Es handelt sich um eine Überbrückungslösung von ungefähr 12 Monaten Dauer. Demzufolge ist es nicht sinnvoll, zum jetzigen Zeitpunkt eine Ausschreibung durchzuführen. In Bezug auf den Know-how Transfer ist ohne weiteres ersichtlich, dass dieser nur durch den bisherigen Anbieter durchgeführt werden kann. Es gibt somit für die Übergangszeit keine angemessene Alternative zum bisherigen Anbieter.
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	311'039.95	x		mimacom AG	Neue Sonderbewilligung (SB) Entwicklung, Wartung und Support	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Es sind ergänzende Leistungen nötig, um die Zeitspanne bis zu einer neuen Lösung zu überbrücken. Einen anderen Dienstleistungserbringer zu beauftragen würde zu unangemessenen Kosten (ca. 1.4 Mio.), was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. und Zeitverzögerungen (über ein Jahr) führen.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	303'131.01	x		Inge GWI - WKP c/o Gruner Wepf AG	080279, Nachtrag DP MP Trassee und SABA Werkleitungen	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der zusätzlichen und nicht vorhersehbaren Überarbeitungen der DP Trassee und SABA ergaben sich Mehraufwendungen. Die bereits bestehenden Leistungen wurden mit der Überarbeitung ergänzt. In der Gesamtbetrachtung, insbesondere aus technischen und haftungsrechtlichen Gründen sowie aus Gründen der Gewährleistung kam kein anderer Anbieter in Frage. Daher gab es keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	298'120.00		x	Sopra Steria SA	160074, NBS GEVII, Integration NBS Funktionen in UeLS	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Bei den Leistungen handelt es sich um Anpassungen und Ergänzungen eines bestehenden Notbediensystems. Der ursprüngliche Anbieter hatte die Software programmiert, welches unter dem der Schutz des geistigen Eigentums fällt. Somit kam nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und eine angemessene Alternative war nicht ersichtlich.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	298'116.25	x		IG BP2 c/o Bänziger Partner AG, Zweigniederlassung Zürich	070191 N03/70 UPlaNS Weesen-Murg (Kerenzerberg), BHU	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der wesentlich längeren Planungsphasen (insgesamt acht statt vier Jahre) und der damit zusammenhängenden erheblich komplexeren Projektierung sind Mehraufwendungen entstanden. Nur der ursprüngliche Anbieter konnte mit seinen vertieften Kenntnissen in sämtlichen Projektzusammenhängen sowie allen technischen Besonderheiten eine nahtlose Fortführung des Projekts sicherstellen. Unter Berücksichtigung der gesamten Umstände kam nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	287'836.58	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordast c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS, NO Zusatzleist. Sanierung BSA TMIL	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Ausgelöst durch die Ergebnisse der Hauptinspektion zeigte sich die Notwendigkeit von zustandsbedingten Massnahmen, um Sicherheitsdefizite zu beseitigen. Aufgrund der grossen Komplexität des gleichzeitig laufenden Projekts EHS waren separate von den Arbeiten der EHS unabhängige Arbeiten nicht möglich, da technische Abhängigkeiten, insbesondere in den Bereichen Bauphasen, Verkehrslenkung und übergreifende Tunnelsicherheitsanlagen, bestehen. Insgesamt kam nur der ursprüngliche Anbieter, der in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten hat, in Frage und es gab keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	286'528.00	x		IG EBA c/o Basler & Hofmann AG	N01.22 PEB Wankdorf - Schönbühl 8-Spur - PV Bau/BSA inkl. Lärm - Nachtrag 4	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. betreffend vorgesehenen Tragkonstruktionen und Einwirkungen, geologischen und geometrischen Randbedingungen wie auch strassenbaulicher Vorgaben für die geplanten Objekte, gab es ausserm dem bisherigen Anbieter auch wirtschaftlich keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 175'000 bis 225'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	284'307.45		x	Fürst Laffranchi Bauingenieure GmbH	EP F3, 150001, Erhaltungsplanung F3 / Überprüfung Kunstbauten 2020	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Eine Überprüfung der Sondertransportrouten ergab bei 15 Kunstbauten Sicherheitsrisiken. Diese mussten daher dringend nachgerechnet werden, damit das Risiko korrekt eingeschätzt und gegebenenfalls Sofortmassnahmen ausgelöst werden könnten.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	281'792.00	x		AWK Group AG	170004, F4 EP II, Integraltests 2021	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Bedingt durch Verzögerungen bei der Einführung der ASTRA-Richtlinie für ITG entstanden zusätzliche Aufwendungen. Aufgrund der erforderlichen fundierten Kenntnisse des hochkomplexen Projektes hätte ein Anbieterwechsel zu erheblichen Schwierigkeiten geführt. Insbesondere liessen sich die technischen Besonderheiten der zusätzlichen Aufwendungen nur mit der Nutzung des projektspezifischen Knowhows in qualitativ genügendem Masse erbringen. In Würdigung aller Umstände kam daher nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte Mehrkosten von rund CHF 85'000.- verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	281'385.00	x		Ingenieurgemein schaft Limmattal c/o B + S AG	120049, Unterlagen f. Ausführung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Vorliegend wurden zusätzliche Aufwendungen zur Ergänzung der bisherigen Leistungen im Bereich Projektierung notwendig. Diese Leistungen mussten zwingend mit dem bereits vorhandenen Projekt und den Ingenieurleistungen im Detail abgestimmt und koordiniert werden. In der Gesamtbetrachtung, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur bisherige Anbieter in Frage und eine angemessene Alternative war nicht ersichtlich. Ein Wechsel des Planer hätte Mehrkosten von ca. 60'000.00 CHF verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	257'615.00	x		Jäckli Geologie AG,	N01/38 ANU Los 2, Tunnel Gubrist, Neubau	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Vorliegend wurden umfangreiche zusätzliche Abklärungen, Nachweisführungen und Betreuungen für weitere geologische Prognosen notwendig. Das fundierte technische und projektspezifische Wissen des Anbieters sowie die damit im Zusammenhang stehenden angeeigneten Kenntnisse sind zentral für eine effiziente Abwicklung des Projekts. Es kam daher nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Geologen hätte zudem Mehrkosten von ca. 60'000.00 CHF verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	255'412.90	x		AFRY Schweiz AG	080247, N01-40 EHS, Heilung über 100%	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner fundierten technischen Kenntnisse des hochkomplexen Projektes, insbes. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Lösung, es gab keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel hätte Mehrkosten von rund CHF 410'000.- verursacht.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	255'300.00	x		IG N+P/WSP c/o Nay + Partner AG	N08, 080030, EP Tunnel Sachseln TUSI NACHTRAG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insbes. im Bereich des Aufbaus der Lüftungsanlagen inkl. SiSto-Lüftung und den Gegebenheiten vor Ort, gibt es gegenüber dem bisherigen Anbieter auch wirtschaftlich keine angemessene Alternative. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von CHF 100'000.- bis 150'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	252'148.50		x	ARGONET SA	N05, 090091, N5VOMA BSA, N5 VOMA BSA Lengnau - Luterbach / Los 601 Anpassung bestehendes Netzwerk	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Das übergeordnete Kommunikationsnetzwerk im Perimeter der Gebietseinheit wurde im Jahr 2017 fertig gestellt. Die Integration der neuen Komponenten in das bestehende System erfordert technisches Know-how. Um die Systemkompatibilität zu gewährleisten kam nur der bisherige Anbieter in Frage und eine angemessene Alternative war nicht ersichtlich. Ein Anbieterwechsel hätte zur Folge, dass das gesamte Netzwerk ersetzt werden müsste, was mit unverhältnismässigen Kosten einhergehen würde..

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave- nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	250'860.00	x		IM Maggia Engineering SA	F3, 100003, GE8KOM-BLS, GE 8 Ersatz Komm-BLS-VM / Mehrleistungen PV BLS GE VIII	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Falsche lit. in der simap-Publikation angegeben. Die Beschaffung wurde gestützt auf lit. c vergeben: Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. umfassendes Wissen betreffend das komplexe Umfeld und die zahlreichen Abhängigkeiten zu bestehenden Teilsystemen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Anbieters würde Mehrkosten von CHF 100'000.- bis 200'000.- verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	250'000.00	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordost c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS, NO inf. Corona	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die Pandemie hat unzählige Variablen zu Tage gefördert. Es geht dabei z.B. um die Suche von Alternativen bei Lieferproblemen bis zu Phasenverschiebungen inf. Verzögerungen. Die Komplexität des Projektes und das unplanbare Eintreffen erwähnter Pandemie erforderte sofortige Reaktion zum Aufrechterhalt der Baustelle erfordern umgehendes Handeln. Aufgrund der vertieften technischen Kenntnisse des Anbieters in diesem Projekt mit vielen involvierten Fachstellen hätte ein Anbieterwechsel zu erheblichen Schwierigkeiten und unverhältnismässigen Aufwendungen geführt. Nur mit Einsatz des projektspezifischen technischen Know-hows kann die erforderliche Qualität gewährleistet werden. Insgesamt kam nur der ursprüngliche Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Zudem hätte ein Wechsel des Anbieters Mehrkosten von rund CHF 380'000.- zur Folge, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	231'389.50	x		INGE AeBo/eyeBq c/o eyeBq engineering & consulting AG	N02, 120101, BSA WI RO, BHU BSA Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Die Anlagen sind in einem kritischen Zustand und müssen dringend saniert werden. Angesichts der Dringlichkeit des unverhesehbaren Auftrags war es nicht möglich, ein offenes Verfahren durchzuführen. Die Vergabe musste freihändig nach Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB erfolgen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	231'158.70	x		dsp Ingenieure + Planer AG	N01, 200001, SOMA K246, Überführung K246 Hunzenschwil - Suhr / Projektierung und Bauleitung SOMA Brückeninstandsetzung	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Eine Überprüfung der Sondertransportrouten ergab bei 15 Kunstbauten Sicherheitsrisiken. Diese mussten daher dringend nachgerechnet werden, damit das Risiko korrekt eingeschätzt und gegebenenfalls Sofortmassnahmen eingeleitet werden könnten. Die ergriffenen notwendigen Sofortmassnahmen waren dringlich, damit die Sicherheit der Verkehrsteilnehmenden gewährleistet werden kann.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	213'816.75	x		Marti Technik AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 005 Energieversorgung: Leittechnik - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der simap-Ausschreibung vom 03.04.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	207'161.95	x		Consortium Cegelec Mobility & Mobility Way p.a. Mobility way SA	N01 Upn.Bernex - Ferney VoMa Tunnels Confignon et Vernier - Travaux EES systèmes de sécurité - Lot 118	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 22.8.2016 concernant le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	185'700.00	x		Elca informatique SA	Projekt Migration MISTRA (Integration von Fachanwendungen in eIAM)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, die er insb. durch die Entwicklung der Fachapplikation erworben hat, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein anderer Anbieter, als der aktuell unter Vertrag stehende Wartungspartner des ASTRA, kann infolge der Risiken, des unvertretbar hohen zusätzlichen Aufwandes und der erhöhten Projektkomplexität nicht als angemessene Alternative in Betracht gezogen werden.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	181'200.00		x	Bouygues E&S EnerTrans SA	N09.48 080010 Upn.Vennes - Chexbres +PUN - Mise hors tension ligne 125KV Pierre-de-Plan - La Veyre (ID 6911)	Art. 13 al. 1 let c OMP	Il s'agit de la planification et l'exécution des interventions sur la ligne Haute Tension (HT) propriété d'un opérateur d'énergie qui ne peuvent être exécutés que par le propriétaire ou par une entreprise mandatée par lui. La modification de la ligne HT étant propriété de l'opérateur, il est impossible pour l'OFROU d'intervenir sur cette ligne avec une autre entreprise non autorisée par le propriétaire. Dès lors, nous avons l'obligation de travailler avec les entreprises qui ont obtenues des contrats d'entretien et de modification de ces lignes par le propriétaire.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	160'305.00	x		SPIE ICS AG	N99 Réf.Réseaux FO+RCOM F1 Fourniture et mise en œuvre équipements de réseaux pour le RCOM VD et FR	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 10.07.2015 concernant le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	65'355.00	x		Consortium Cegelec Mobility & Mobility W p.a. Mobility way SA	N01 Upn.Bernex - Ferney VoMa Tunnels Confignon et Vernier - Travaux EES systèmes de sécurité - Lot 118	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 22.8.2016 concernant le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	63'750.23	x		IMS Informatik und Management Service AG	Projekt Migration MISTRA (Integration von Fachanwendungen in eIAM) Los 3 für die Fachanwendung VU	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, die er insb. durch die Entwicklung der Fachapplikation erworben hat, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Lösung. Ein anderer Anbieter, als der aktuell unter Vertrag stehende Wartungspartner des ASTRA, kann infolge der Risiken, des unvertretbar hohen zusätzlichen Aufwandes und der erhöhten Projektkomplexität nicht als angemessene Alternative in Betracht gezogen werden.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	39'764.25	x		Signal SA	N99.99 100059 - Ges. Gestion dynamique du trafic / PMV+ Indication A01 - A12 sur RC 2100, Fribourg	Art. 13 al. 1 let c OMP	L'équipement qui doit être remplacé dans le cadre de ce marché est encore sous garantie pour certaine partie. La garantie ne peut perdurer que si le soumissionnaire initial exécute les mesures de modification.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	34'029.80	x		SPIE ICS AG	N99.99 090169 Réf.Réseaux FO+RCOM F1 Fourniture et mise en œuvre équipements de réseaux pour le RCOM VD et FR	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 10.07.2015 concernant le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	21'777.75	x		Sopra Steria AG	N99.99 100059 - Ges. Gestion dynamique du trafic / PMV+ Remplacement des postes opérateurs des CET	Art. 13 al. 1 let c OMP	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment d'une connaissance avancée du système de gestion générale (GG) des routes, le soumissionnaire qui a développé ce système est le mieux placé pour intervenir dans la modification du GG. Il n'y a pas d'alternative adéquate en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant 500'000 CHF (24 fois le budget du présent marché), ce qui ne serait pas justifiable économiquement.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	5'320.00	x		Groupe E Connect SA	N99 Ges. Gestion dynamique du trafic / PMV+ Soutien technique formation VIS	Art. 13 al. 1 let c OMP	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment de l'application VIS, le soumissionnaire sélectionné est au mieux placé pour former l'équipe d'opérateurs de VMZ au pilotage de plans de feux. Il n'y a pas d'alternative adéquate en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant jusqu'à 20'000 CHF soit environ sept fois le budget de cette adjudication.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	5'290.20	x		Consortium HS-IST p.a SPIE MTS SA	N99.99 100059 - Ges. Gestion dynamique du trafic / PMV+ Formation complémentaire UT/Police/VMZ	Art. 13 al. 1 let c OMP	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment de l'application VIS, seul le soumissionnaire sélectionné est en capacité de former l'équipe d'opérateurs de VMZ au pilotage de sur l'utilisation de ce logiciel. Il n'y a pas d'alternative adéquate en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant jusqu'à 35'000 CHF soit environ six fois le budget de cette adjudication
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	3'220.00	x		Groupe E Connect SA	N99.99 100059 - Ges. Gestion dynamique du trafic / PMV+ Soutien technique formation VIS	Art. 13 al. 1 let c OMP	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment une connaissance avancée des règles de pilotage des PMV implantées dans la VIS, le soumissionnaire sélectionné est le mieux placé pour former l'équipe d'opérateurs de VMZ au pilotage de plans de feux. Il n'y a pas d'alternative adéquate en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant jusqu'à 20'000 CHF soit environ sept fois le budget de cette adjudication ce qui ne serait pas justifiable économiquement.